

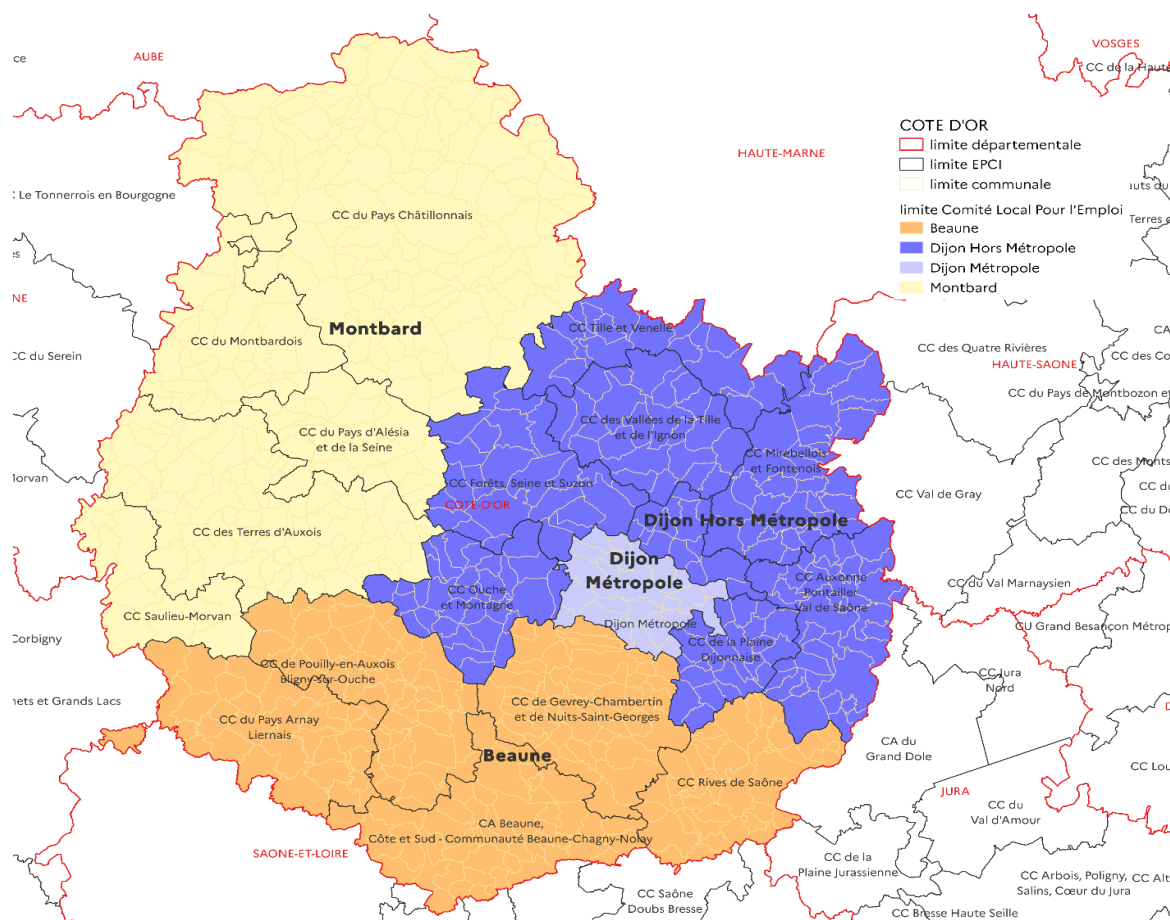
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) de Côte d'Or

2ème trimestre 2026

La loi pour le plein emploi a instauré **une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi**, aux niveaux **national, régional, départemental** et **local**. Cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

En Côte d'Or, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Beaune

Inscrits à France Travail			
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets			
Beaune			
données brutes	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	2 560	100 %	+0,4
<25 ans	400	16 %	+5,3
25-49 ans	1 380	54 %	+0,0
50 ans et +	780	30 %	-1,3
Hommes	1 290	50 %	+2,4
Femmes	1 270	50 %	-1,6
Catégories ABC	6 090	100 %	+0,7
<25 ans	780	13 %	+8,3
25-49 ans	3 420	56 %	-0,6
50 ans et +	1 890	31 %	+0,5
Hommes	2 780	46 %	+3,0
Femmes	3 310	54 %	-1,2
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 960	49 %	+3,5
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	400		+2,6
Catégorie E	560		+19,1
Catégorie F	760		/
Catégorie G	140		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

2 560 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 0,4 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 0,7 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 13 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 8,3 % par rapport à l'année dernière.

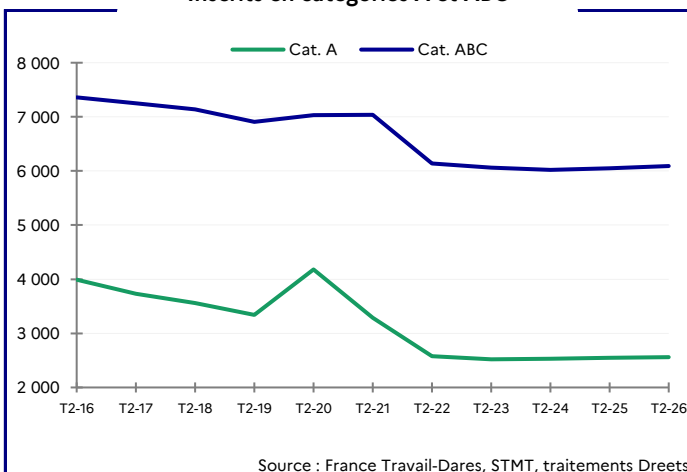
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 56 % du total. Leur nombre baisse de 0,6 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 31 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 0,5 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

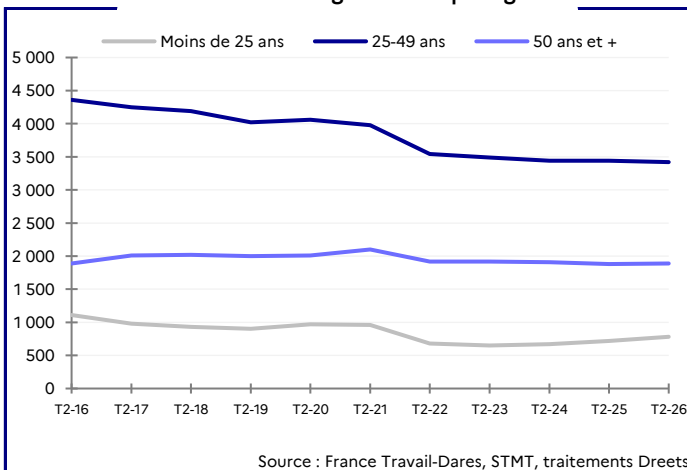
Les DELD forment 49 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,5 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 760 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 140 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Beaune

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de

l'établissement employeur

	T2	Cumul	Evol. (en %)
	2026	2026	cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-72,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	46	113	+22,8
CEJ*	52	109	+9,0
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	67	67	-1,6

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreetts - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1	T1	T1
	2026	2025	2024
Beaune			
Equivalent emplois à temps plein	1 340	1 390	1 410
dont			
Agriculture	20	40	40
Industrie	610	640	590
Construction	160	150	160
Commerce	150	140	150
Services	400	420	470

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Transports et entreposage	290
Ind. agro-alimentaires	180
Construction	160
Commerce, réparation automobile	150
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	90

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 340 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 610 emplois (ETP), représentant environ 46 % du total. Ce nombre diminue de 5 % en un an. Le secteur des services suit avec 400 emplois (ETP), soit environ 30 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 5 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : transports et entreposage (environ 290 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 180 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026

	T1	T1
	2026	2025
Beaune		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	4	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	60	25
Heures indemnisées	7 558	5 537
Taux de consommation	22,7	67,8

s : secret statistique

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

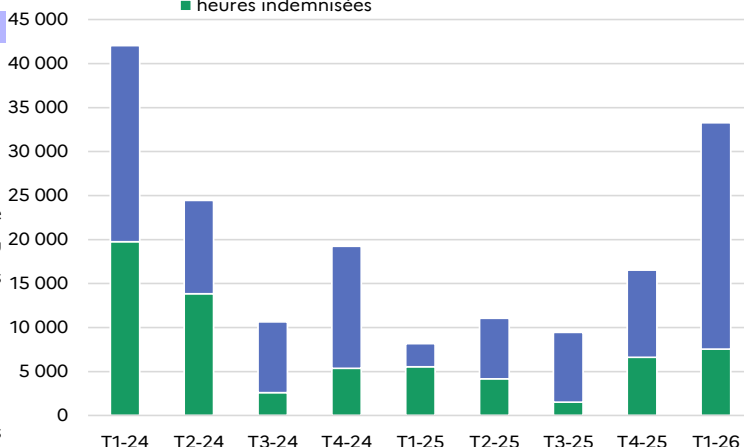
Au 1er trimestre 2026, en moyenne :

4 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 60 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 7 558 heures. Les établissements ont consommé 22,7 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T1 2026	T1 2025
Beaune	7 454	6 864
Embauches		
Contrats signés		
dont		
CDD	5 908	5 366
CDI	1 546	1 498
Evol. CDD	+10,1 %	+17,5 %
Evol. CDI	+3,2 %	-8,5 %
Départs	7 158	6 509
Fins de CDD	5 522	4 880
dont CDD <1 mois	90 %	91 %
Ruptures de contrat	1 636	1 629
démissions	661	706
lic. économiques	23	13
fins période d'essai	350	335
retraite	131	134
rupture conventionnelle	181	168
lic. non économiques	229	218
autres	61	55

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2026

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
7 454 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 590 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI augmentent. La part des CDI s'élève à 21 % des recrutements contre 22 % à la même période en 2025.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
5 522 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 90 % duraient moins d'un mois (91 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 636 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 7 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 40 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 8 % des ruptures, les licenciements économiques 11 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
1 913	1 840
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
26 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
21 %	89 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
2 074	2 158
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
28 %	30 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
6 %	95 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 26 % des embauches et 26 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 21 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 89 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

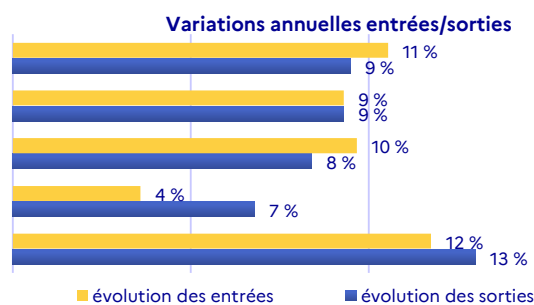
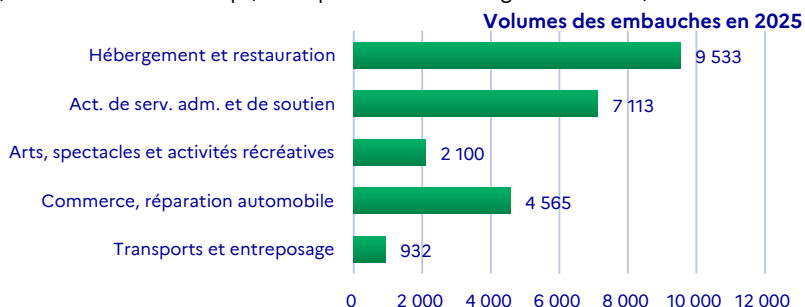
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

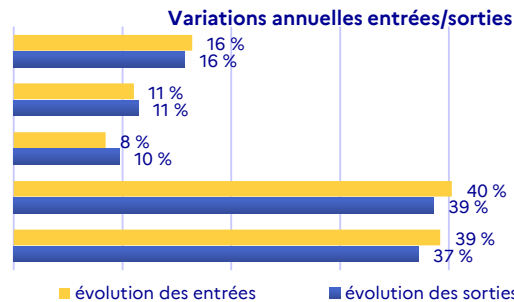
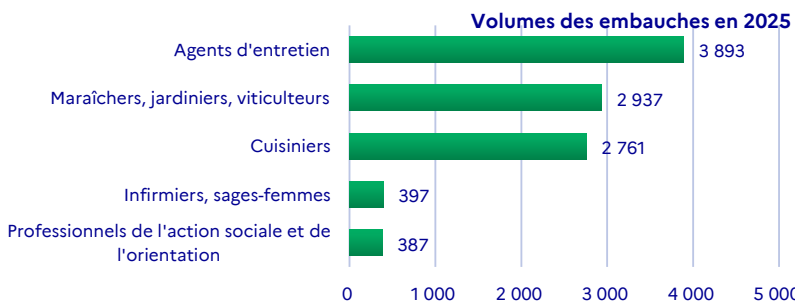
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement et restauration" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 10,5 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 9,5 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "agents d'entretien" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 16,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 15,7 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Beaune

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Beaune	110 560	109 203	-1 357	-1,2
Côte d'Or	533 819	540 100	+6 281	+1,2
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

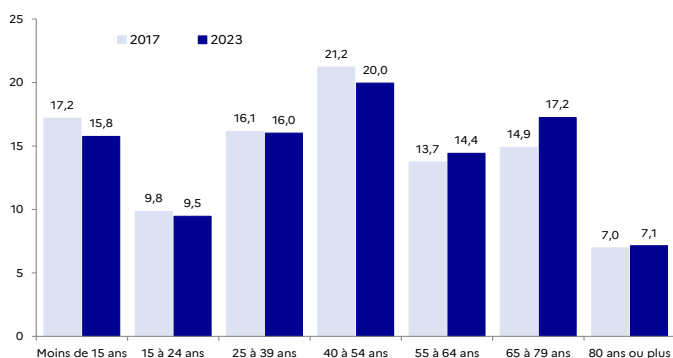
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

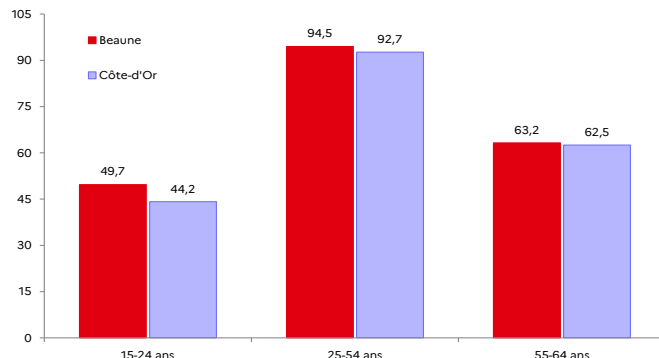
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Beaune	52 301	52 222	-0,2	25 148	25 210	+0,2	47 188	48 519	+2,8
Côte d'Or	249 235	255 849	+2,7	122 781	125 622	+2,3	220 035	231 594	+5,3
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Beaune	2 719	7 722	560	11 194	90	8 848	3	883	3 372	28 646
Côte d'Or	11 416	34 130	2 615	52 450	512	49 460	52	20 644	14 595	156 683
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Beaune					
Commerce, réparation automobile	6 775	6 831	-0,8	23,7	23,6
Transports et entreposage	2 948	2 970	-0,7	10,3	10,3
Hébergement et restauration	2 768	2 715	+2,0	9,7	9,4
Ind. agro-alimentaires	2 321	2 263	+2,6	8,1	7,8
Construction	2 197	2 252	-2,4	7,7	7,8
Hébergmt médico social et social et act soc sans hébergmt	1 719	1 732	-0,8	6,0	6,0
Act. de serv. adm. et de soutien	1 191	1 109	+7,3	4,2	3,8
Activités juridiques, comptables	1 047	1 297	-19,3	3,7	4,5
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	947	996	-4,9	3,3	3,4
Fab. de machines et équipements	728	711	+2,4	2,5	2,5
Rép. et inst. de machines et équip.	716	679	+5,4	2,5	2,3
Activ. financières et d assurance	638	649	-1,7	2,2	2,2
Toutes activités	28 646	28 915	-0,9	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Hors Métropole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Dijon Hors Métropole

données brutes	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	2 540	100 %	+3,3
<25 ans	440	17 %	+10,0
25-49 ans	1 360	54 %	+3,8
50 ans et +	740	29 %	-1,3
Hommes	1 280	50 %	+1,6
Femmes	1 260	50 %	+5,0
Catégories ABC	5 930	100 %	+3,0
<25 ans	800	13 %	+8,1
25-49 ans	3 390	57 %	+3,7
50 ans et +	1 740	29 %	-0,6
Hommes	2 690	45 %	+3,9
Femmes	3 240	55 %	+2,2
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	2 900	49 %	+6,6
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	390		-4,9
Catégorie E	500		+19,0
Catégorie F	520		/
Catégorie G	190		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

2 540 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,3 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 3,0 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 13 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 8,1 % par rapport à l'année dernière.

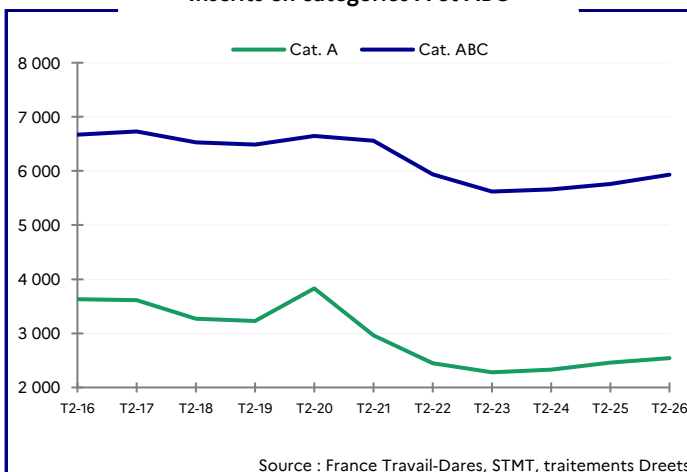
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 57 % du total. Leur nombre croît de 3,7 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 29 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 0,6 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

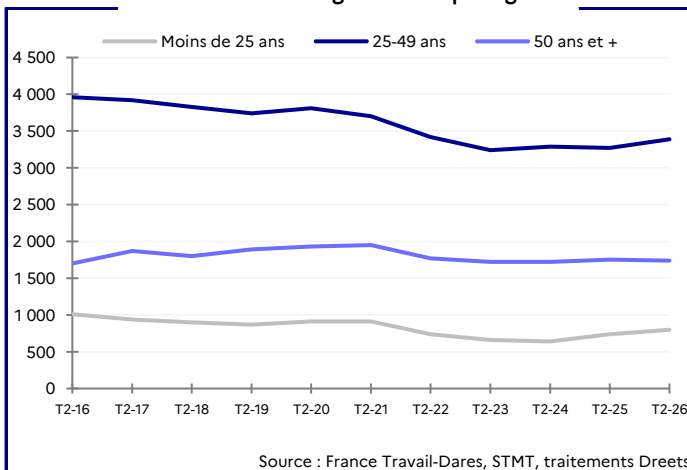
Les DELD forment 49 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 6,6 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 520 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 190 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Hors Métropole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de

l'établissement employeur

Dijon Hors Métropole

	T2 2026	Cumul 2026	Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-87,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	47	137	-10,5
CEJ*	47	92	-78,7
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	27	27	-30,1

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2026	T1 2025	T1 2024
Dijon Hors Métropole	670	670	610
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	0	0	0
Industrie	270	330	310
Construction	70	80	70
Commerce	70	50	40
Services	260	210	190

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Transports et entreposage	120
Fab. de matériels de transport	80
Construction	70
Commerce, réparation automobile	70
Ind. agro-alimentaires	40

Guide de lecture :

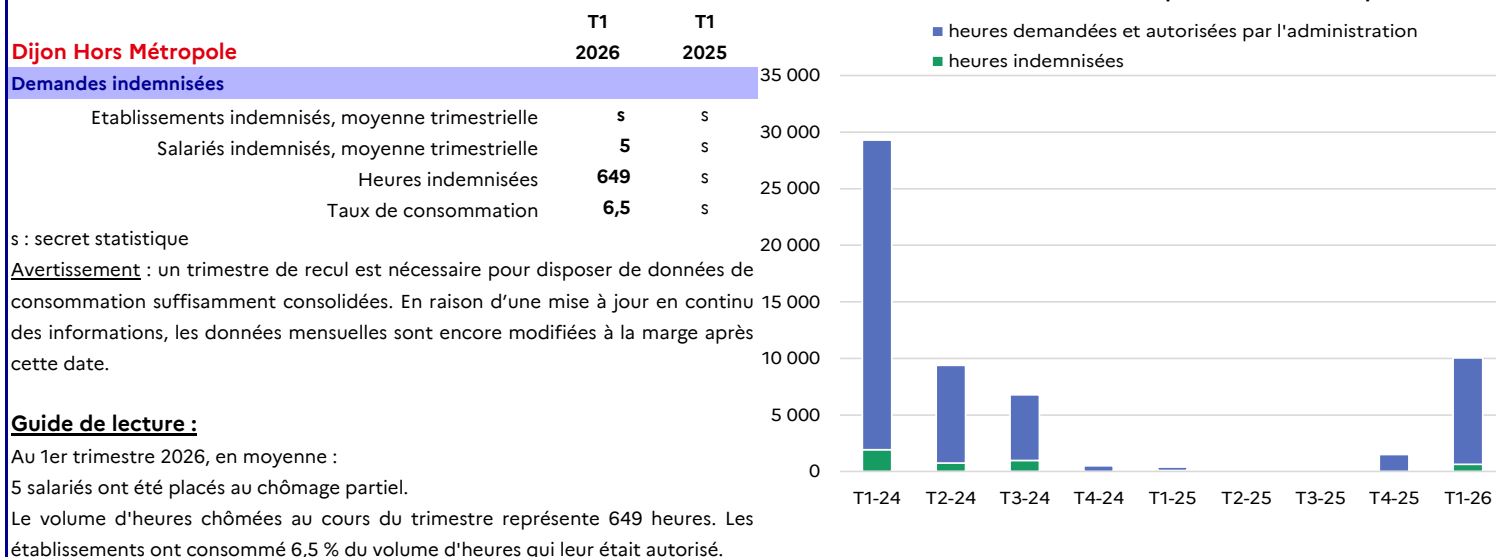
Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 670 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 270 emplois (ETP), représentant environ 40 % du total. Ce nombre diminue de 18 % en un an. Le secteur des services suit avec 260 emplois (ETP), soit environ 39 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur augmente de 24 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : transports et entreposage (environ 120 ETP), fabrication de matériels de transport (environ 80 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Dijon Hors Métropole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T1 2026	T1 2025
Dijon Hors Métropole	4 822	4 396
Embauches		
Contrats signés		
dont CDD	4 025	3 577
CDI	797	819
Evol. CDD	+12,5 %	+14,9 %
Evol. CDI	-2,7 %	+2,4 %
Départs	5 009	4 201
Fins de CDD	4 113	3 401
dont CDD <1 mois	88 %	91 %
Ruptures de contrat	896	800
démissions	355	329
lic. économiques	8	7
fins période d'essai	194	172
retraite	71	66
rupture conventionnelle	87	75
lic. non économiques	152	129
autres	29	22

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2026

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
4 822 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 426 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 17 % des recrutements contre 19 % à la même période en 2025.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
4 113 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 88 % duraient moins d'un mois (91 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
896 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 96 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 40 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 8 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
1 324	1 291
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
27 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
15 %	92 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 138	1 278
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
24 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	86 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 27 % des embauches et 26 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 15 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 92 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

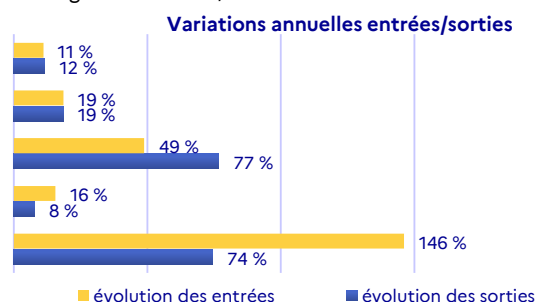
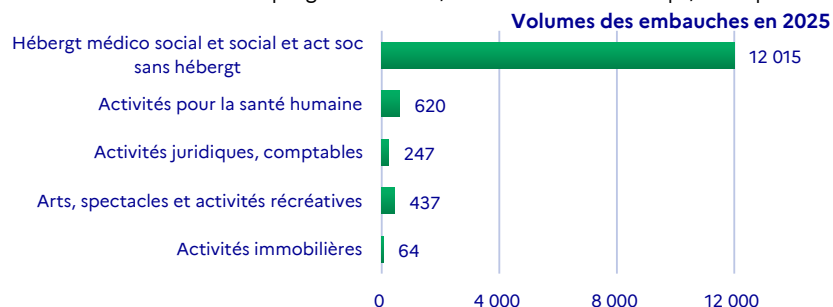
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

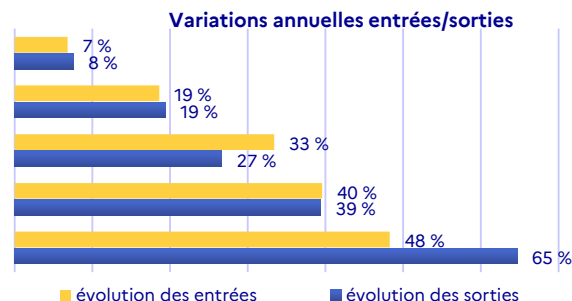
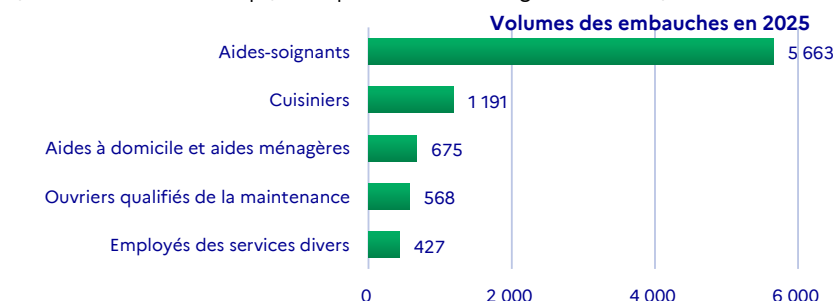
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 11,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 11,6 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 6,8 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 7,6 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Hors Métropole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Dijon Hors Métropole	110 088	112 145	+2 057	+1,9
Côte d'Or	533 819	540 100	+6 281	+1,2
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

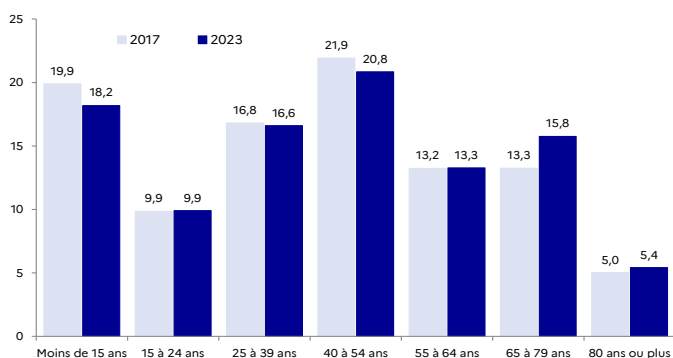
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

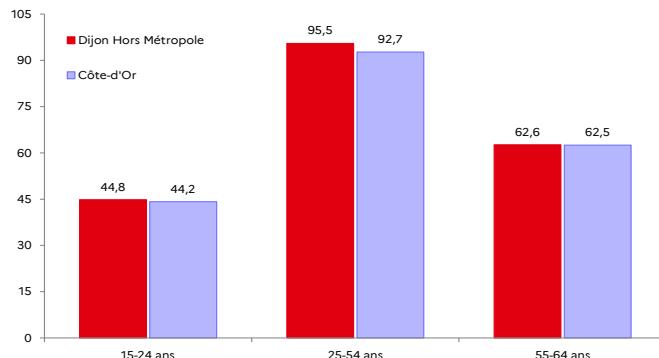
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Dijon Hors Métropole	52 905	54 410	+2,8	25 686	26 502	+3,2	48 378	51 157	+5,7
Côte d'Or	249 235	255 849	+2,7	122 781	125 622	+2,3	220 035	231 594	+5,3
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Dijon Hors Métropole	1 600	4 346	246	5 008	47	3 852	4	2 334	1 897	15 540
Côte d'Or	11 416	34 130	2 615	52 450	512	49 460	52	20 644	14 595	156 683
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Dijon Hors Métropole					
Commerce, réparation automobile	2 557	2 524	+1,3	16,5	16,2
Transports et entreposage	1 911	1 896	+0,8	12,3	12,2
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	1 663	1 750	-5,0	10,7	11,3
Construction	1 608	1 623	-0,9	10,3	10,4
Recherche développement scientifique	1 314	1 271	+3,4	8,5	8,2
Métallurgie et fab. de produits métalliques	721	741	-2,7	4,6	4,8
Hébergement et restauration	673	662	+1,7	4,3	4,3
Ind. agro-alimentaires	661	661	0,0	4,3	4,3
Activités juridiques, comptables	504	523	-3,6	3,2	3,4
Act. de serv. adm. et de soutien	349	397	-12,1	2,2	2,6
Fab. de matériels de transport	340	340	0,0	2,2	2,2
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	331	325	+1,8	2,1	2,1
Toutes activités	15 540	15 538	+0,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Métropole

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Dijon Métropole			
données brutes	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	11 780	100 %	+3,9
<25 ans	1 900	16 %	+9,8
25-49 ans	7 200	61 %	+4,8
50 ans et +	2 680	23 %	-2,2
Hommes	6 220	53 %	+6,5
Femmes	5 560	47 %	+1,1
Catégories ABC	21 870	100 %	+2,1
<25 ans	3 110	14 %	+6,1
25-49 ans	13 730	63 %	+2,4
50 ans et +	5 030	23 %	-0,8
Hommes	11 300	52 %	+3,7
Femmes	10 560	48 %	+0,4
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	9 860	45 %	+6,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	1 450		+2,1
Catégorie E	1 180		+13,5
Catégorie F	3 360		/
Catégorie G	1 180		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

11 780 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,9 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 2,1 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 6,1 % par rapport à l'année dernière.

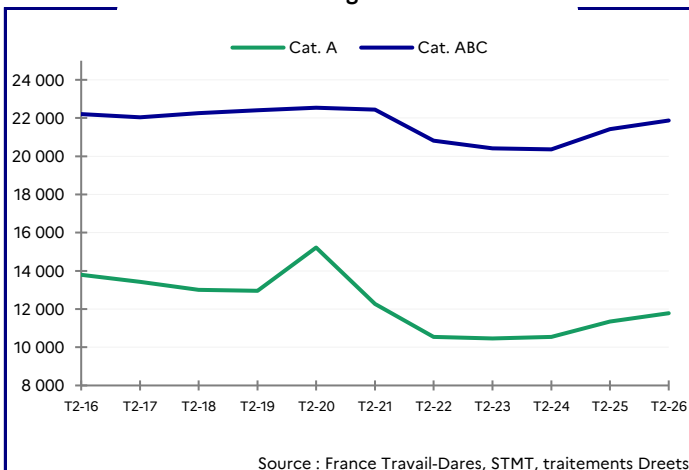
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 63 % du total. Leur nombre croît de 2,4 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 23 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 0,8 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

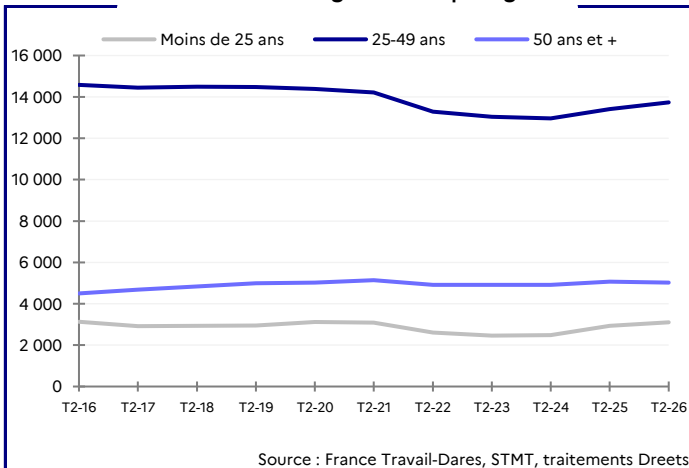
Les DELD forment 45 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 6,8 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 3 360 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 1 180 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Métropole

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de
l'établissement employeur

	T2 2026	Dijon Métropole Cumul 2026	Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-82,6
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	259	682	+10,4
CEJ*	48	144	+48,5
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	230	230	-13,1

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2026	T1 2025	T1 2024
Dijon Métropole	2 940	3 210	3 410
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	10	10	10
Industrie	1 060	1 000	1 050
Construction	660	750	820
Commerce	190	270	260
Services	1 020	1 180	1 270

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	660
Transports et entreposage	370
Act. de serv. adm. et de soutien	300
Industrie pharmaceutique	190
Commerce, réparation automobile	190

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 940 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 1 060 emplois (ETP), représentant environ 36 % du total. Ce nombre augmente de 6 % en un an. Le secteur des services suit avec 1 020 emplois (ETP), soit environ 35 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 14 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 660 ETP), transports et entreposage (environ 370 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026

	T1 2026	T1 2025
Dijon Métropole	8 939	4 320
Demandes indemnisées	4,9	6,4
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	3	3
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	97	82
Heures indemnisées	8 939	4 320
Taux de consommation	4,9	6,4

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

s : secret statistique

Guide de lecture :

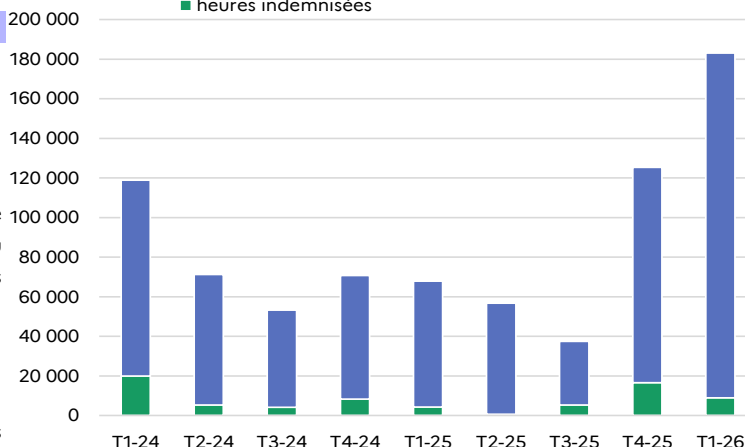
Au 1er trimestre 2026, en moyenne :

3 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 97 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 8 939 heures. Les établissements ont consommé 4,9 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Dijon Métropole

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2026	T1 2025
Dijon Métropole		30 991	30 773
Embauches			
Contrats signés			
dont			
CDD	26 008	25 240	
CDI	4 983	5 533	
Evol. CDD	+3,0 %	+4,7 %	
Evol. CDI	-9,9 %	-4,6 %	
Départs		31 335	29 978
Fins de CDD	25 450	23 998	
dont CDD <1 mois	89 %	90 %	
Ruptures de contrat	5 885	5 980	
démissions	2 425	2 491	
lic. économiques	114	59	
fins période d'essai	1 242	1 297	
retraite	348	438	
rupture conventionnelle	537	583	
lic. non économiques	1 010	921	
autres	209	191	

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2026

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
30 991 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 218 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 16 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2025.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
25 450 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 89 % duraient moins d'un mois (90 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
5 885 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 95 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 41 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
7 258	7 042
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
23 %	22 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
21 %	86 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
7 798	8 263
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
25 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
4 %	93 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 23 % des embauches et 22 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 21 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 86 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

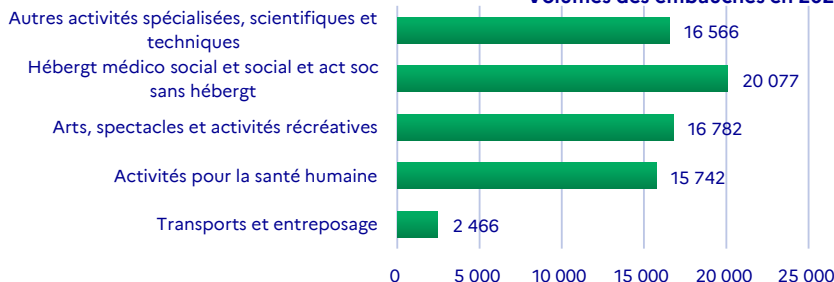
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

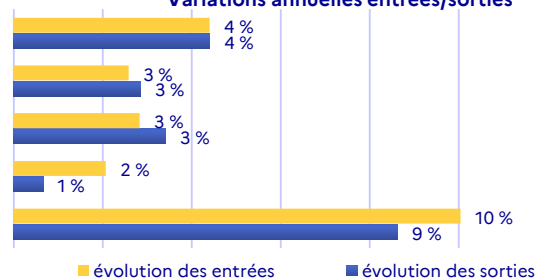
Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "autres activités spécialisées, scientifiques et techniques" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 4,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 4,4 %.

Volumes des embauches en 2025



Variations annuelles entrées/sorties

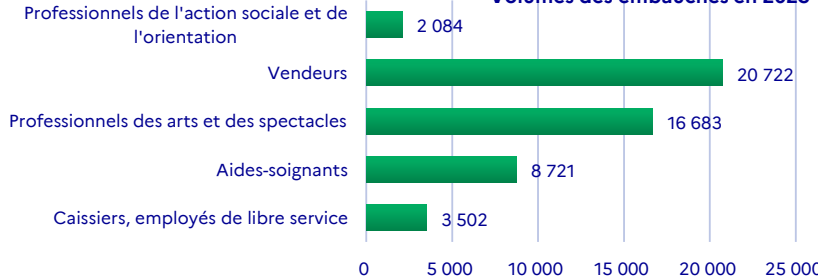


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

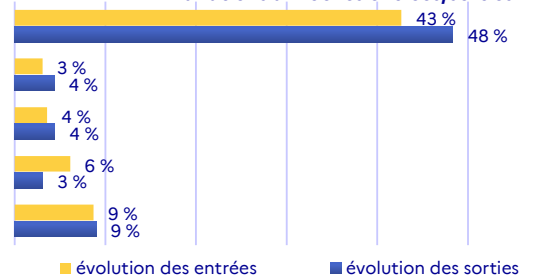
Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "professionnels de l'action sociale et de l'orientation" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 42,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 48,3 %.

Volumes des embauches en 2025



Variations annuelles entrées/sorties



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Dijon Métropole

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Dijon Métropole	253 638	261 178	+7 540	+3,0
Côte d'Or	533 819	540 100	+6 281	+1,2
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

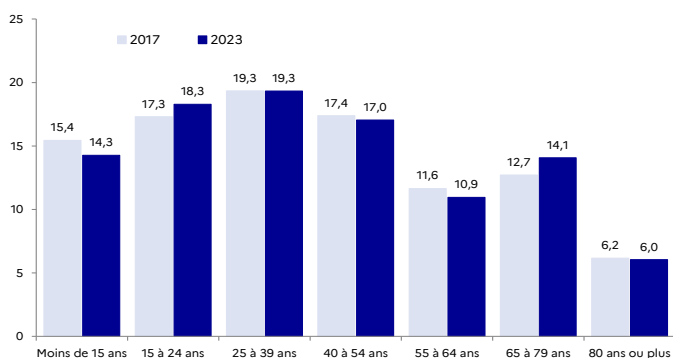
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

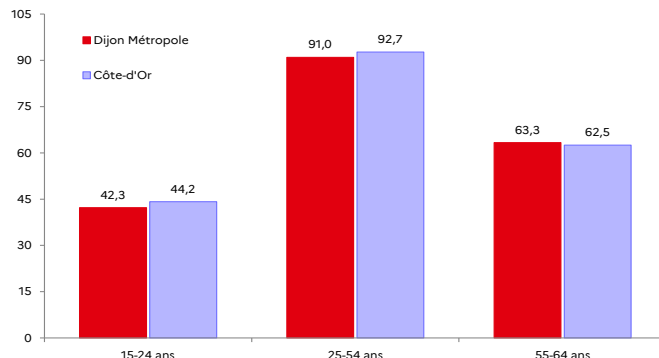
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Dijon Métropole	118 046	124 701	+5,6	59 425	62 097	+4,5	101 622	109 763	+8,0
Côte d'Or	249 235	255 849	+2,7	122 781	125 622	+2,3	220 035	231 594	+5,3
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Dijon Métropole	6 012	18 891	1 620	32 807	346	34 214	41	16 044	8 019	101 956
Côte d'Or	11 416	34 130	2 615	52 450	512	49 460	52	20 644	14 595	156 683
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Dijon Métropole					
Commerce, réparation automobile	15 656	15 884	-1,4	15,4	15,5
Act. de serv. adm. et de soutien	9 746	10 061	-3,1	9,6	9,8
Transports et entreposage	8 644	8 669	-0,3	8,5	8,4
Construction	8 023	8 091	-0,8	7,9	7,9
Hébergmt médico social et social et act soc sans hébergmt	7 206	7 135	+1,0	7,1	6,9
Activités juridiques, comptables	6 402	6 037	+6,0	6,3	5,9
Hébergement et restauration	6 085	6 129	-0,7	6,0	6,0
Activités pour la santé humaine	4 425	4 422	+0,1	4,3	4,3
Activ. financières et d assurance	4 268	4 287	-0,4	4,2	4,2
Enseignement	2 923	2 997	-2,5	2,9	2,9
Autres activités de services	2 844	2 909	-2,2	2,8	2,8
Intérim	2 544	2 797	-9,1	2,5	2,7
Toutes activités	101 956	102 690	-0,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbard

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

Montbard			
données brutes	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	1 750	100 %	-1,1
<25 ans	270	15 %	+8,0
25-49 ans	870	50 %	-3,3
50 ans et +	620	35 %	+1,6
Hommes	940	54 %	+1,1
Femmes	820	47 %	-1,2
Catégories ABC	3 680	100 %	-0,3
<25 ans	490	13 %	+6,5
25-49 ans	1 960	53 %	-1,0
50 ans et +	1 230	33 %	-2,4
Hommes	1 720	47 %	-1,7
Femmes	1 960	53 %	+1,0
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	1 900	52 %	+0,5
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	180		-41,9
Catégorie E	230		+27,8
Catégorie F	850		/
Catégorie G	170		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

1 750 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 1,1 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 0,3 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 13 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 6,5 % par rapport à l'année dernière.

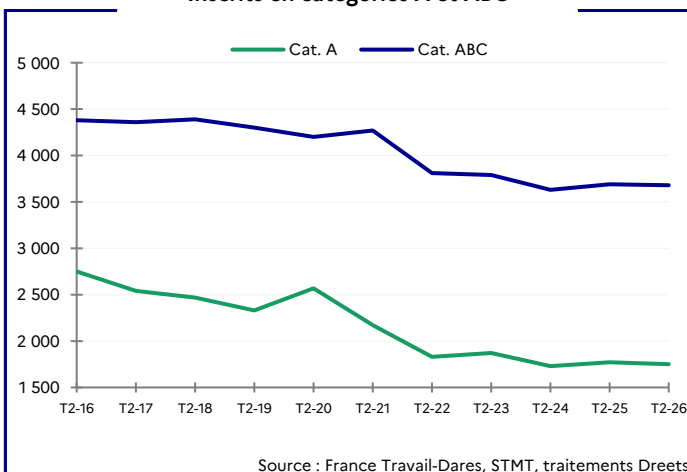
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 53 % du total. Leur nombre baisse de 1,0 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 33 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 2,4 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

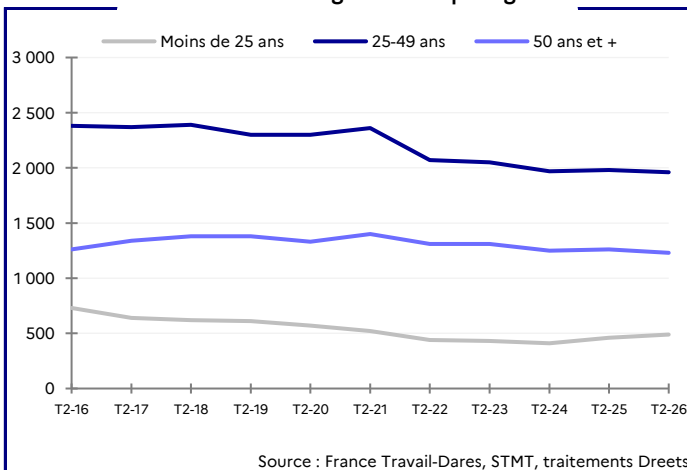
Les DELD forment 52 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 0,5 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 850 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 170 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbard

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de

l'établissement employeur

	T2	Cumul	Evol. (en %)
	2026	2026	cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-90,9
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	84	155	+30,3
CEJ*	36	88	-79,5
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	20	20	-7,4

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1	T1	T1
	2026	2025	2024
Montbard			
Equivalent emplois à temps plein	230	350	330
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	130	240	200
Construction	20	20	20
Commerce	10	10	10
Services	70	80	100

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Métallurgie et fab. de produits métalliques	40
Ind. agro-alimentaires	30
Act. de serv. adm. et de soutien	30
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	20
Construction	20

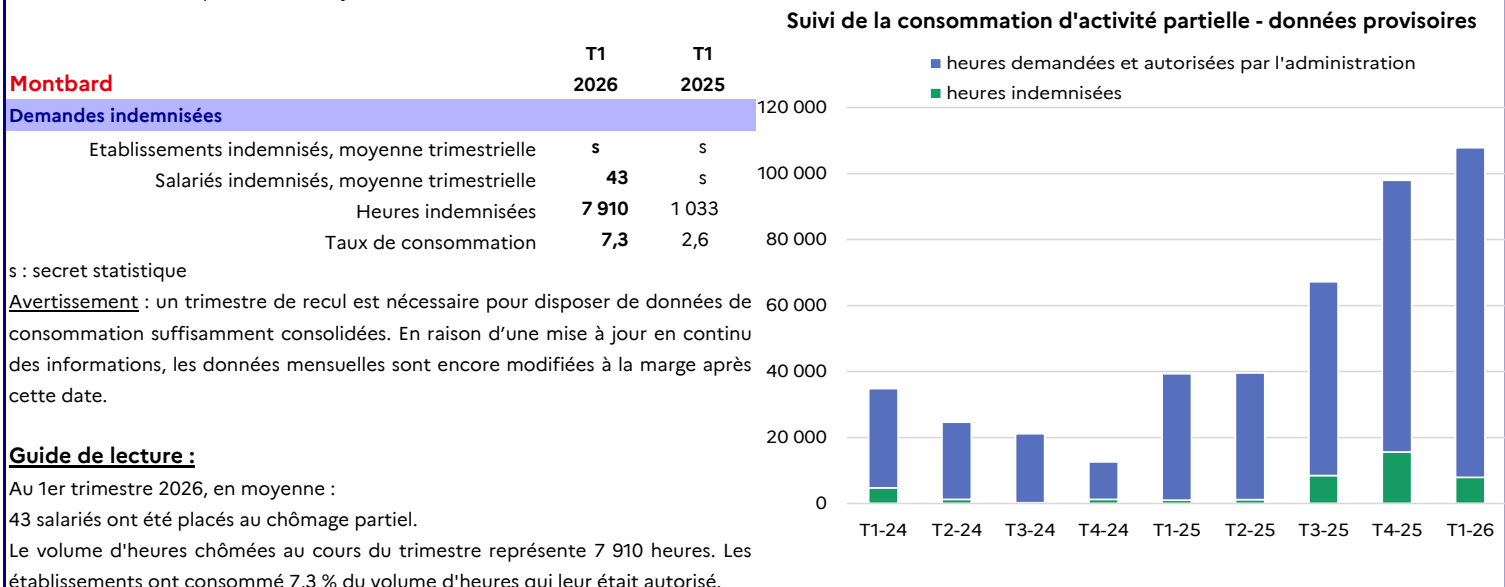
Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 230 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 130 emplois (ETP), représentant environ 57 % du total. Ce nombre diminue de 46 % en un an. Le secteur des services suit avec 70 emplois (ETP), soit environ 30 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 13 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 40 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 30 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026



Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2026	T1 2025
Montbard		2 438	2 557
Embauches			
Contrats signés			
dont			
CDD	2 096	2 207	
CDI	342	350	
Evol. CDD	-5,0 %	-1,9 %	
Evol. CDI	-2,3 %	-23,4 %	
Départs		2 562	2 500
Fins de CDD		2 111	1 961
dont CDD <1 mois		81 %	90 %
Ruptures de contrat		451	539
démissions		166	184
lic. économiques		9	17
fins période d'essai		62	64
retraite		45	49
rupture conventionnelle		58	42
lic. non économiques		86	71
autres		25	112

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2026

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
2 438 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 119 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 14 % à la même période en 2025.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
2 111 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 81 % duraient moins d'un mois (90 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
451 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 88 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 37 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 10 % des ruptures, les licenciements économiques 13 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
420	412
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
17 %	16 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
17 %	70 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
946	1 029
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
39 %	40 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
2 %	90 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 17 % des embauches et 16 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 17 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 70 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

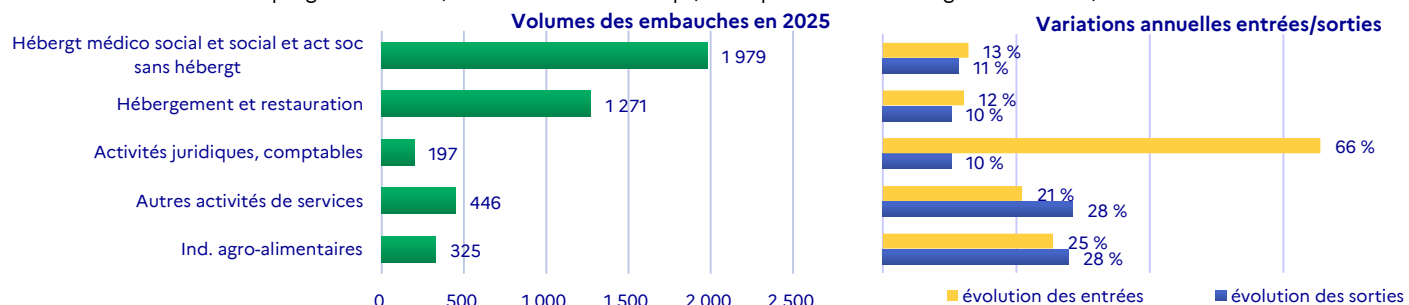
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

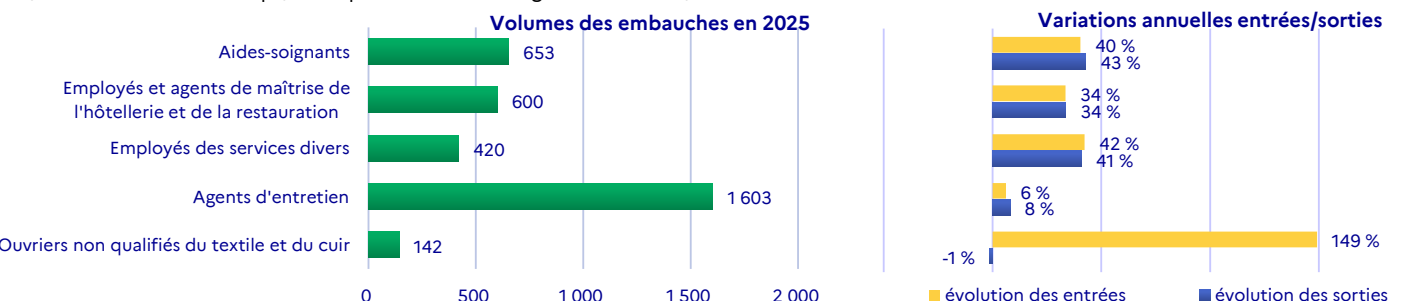
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 12,8 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 11,4 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 40,4 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 42,9 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbard

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Montbard	59 533	57 574	-1 959	-3,3
Côte d'Or	533 819	540 100	+6 281	+1,2
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

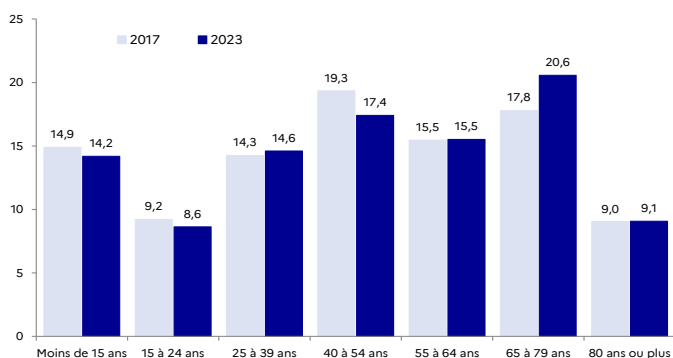
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

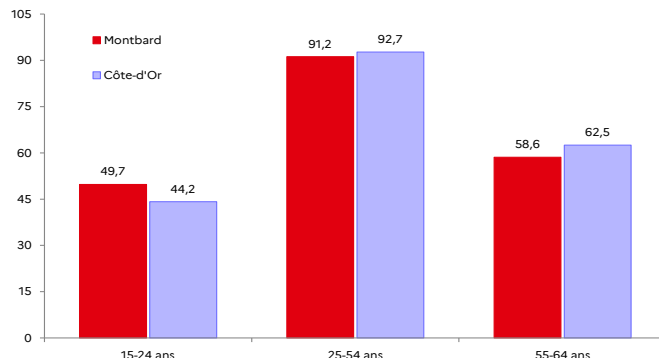
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Montbard	25 983	24 516	-5,6	12 521	11 813	-5,7	22 847	22 155	-3,0
Côte d'Or	249 235	255 849	+2,7	122 781	125 622	+2,3	220 035	231 594	+5,3
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre éta	Nbre sal.	Nbre éta	Nbre sal.	Nbre éta	Nbre sal.	Nbre éta	Nbre sal.	Nbre éta	Nbre sal.
Montbard	1 085	3 170	189	3 441	29	2 546	4	1 383	1 307	10 541
Côte d'Or	11 416	34 130	2 615	52 450	512	49 460	52	20 644	14 595	156 683
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Montbard					
Commerce, réparation automobile	1 759	1 806	-2,6	16,7	16,9
Héberge médico social et social et act soc sans héberge	1 165	1 186	-1,8	11,0	11,1
Métallurgie et fab. de produits métalliques	1 142	1 213	-5,9	10,8	11,3
Construction	984	1 028	-4,3	9,3	9,6
Fab. de textiles, ind. de l'habillement	741	719	+3,1	7,0	6,7
Transports et entreposage	656	690	-4,9	6,2	6,4
Hébergement et restauration	511	523	-2,3	4,8	4,9
Ind. agro-alimentaires	465	448	+3,8	4,4	4,2
Activités juridiques, comptables	425	365	+16,4	4,0	3,4
Act. de serv. adm. et de soutien	412	429	-3,9	3,9	4,0
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	376	376	0,0	3,6	3,5
Autres activités de services	256	236	+8,5	2,4	2,2
Toutes activités	10 541	10 704	-1,5	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE de la Côte d'Or

	Beaune	Dijon hors métropole	Dijon métropole	Montbard	Côte d'Or	BFC
Inscrits à France Travail au 2ème Trim. 2026 (en données brutes)						
Catégorie A	2 560	2 540	11 780	1 750	18 640	106 039
Evol. annuelle (en %)	+0,4	+3,3	+3,9	-1,1	+2,9	+2,1
Catégories ABC	6 090	5 930	21 870	3 680	37 570	202 713
Evol. annuelle (en %)	+0,7	+3,0	+2,1	-0,3	+1,8	+1,5
Inscrits depuis 1 an ou plus	2 960	2 900	9 860	1 900	17 620	96 040
Catégorie D	400	390	1 450	180	2 430	13 607
Catégorie E	560	500	1 180	230	2 470	13 492
Catégorie F	760	520	3 360	850	5 490	23 410
Catégorie G	140	190	1 180	170	1 680	12 047
Entrées dans les dispositifs au 2ème Trim. 2026						
PEC	s	s	s	s	s	12
Cumul 2026	s	s	s	s	9	95
PACEA	46	47	259	84	436	2 506
Cumul 2026	113	137	682	155	1 087	5 948
CEJ*	52	47	48	36	183	1 627
Cumul 2026	109	92	144	88	433	3 683
Apprentissage (secteur privé) au 1T2026	67	27	230	20	344	1 386
Cumul 2026	67	27	230	20	344	1 386
Recours à l'intérim au 1er Trim. 2026						
Equivalent emplois à temps plein	1 340	670	2 940	230	5 180	28 870
Evol. (en %) sur 1 an	-3,6	+0,0	-8,4	-34,3	-7,8	-2,5
Recours à l'activité partielle au 1er Trim. 2026						
Heures indemnisées	7 558	649	8 939	7 910	25 055	234 987
Evol. (en nbre) sur 1 an	+2 021	+541	+4 619	+6 877	+14 058	-167 456
Embauches et départs au 1er Trim. 2026						
Embauches	7 454	4 822	30 991	2 438	45 705	175 080
Evol. (en %) sur 1 an	+8,6	+9,7	+0,7	-4,7	+2,5	+5,5
Départs	7 158	5 009	31 335	2 562	46 064	174 045
Evol. (en %) sur 1 an	+10,0	+19,2	+4,5	+2,5	+6,7	+7,2
Démographie - Population active (RP 2023)						
Population totale	109 203	112 145	261 178	57 574	540 100	2 802 670
Evol. 2023/2017	-1,2	+1,9	+3,0	-3,3	+1,2	-0,3
Actifs de 15 à 64 ans	52 222	54 410	124 701	24 516	255 849	1 267 559
Evol. 2023/2017	-0,2	+2,8	+5,6	-5,6	+2,7	+0,4
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	48 519	51 157	109 763	22 155	231 594	1 137 841
Evol. 2023/2017	+2,8	+5,7	+8,0	-3,0	+5,3	+3,1
Structure de l'emploi salarié total fin 2024						
Source : Insee-Flores						
Nombre de salariés	39 902	20 634	146 352	16 575	223 463	968 122
Part (en %) dans :						
Agriculture	9,4	1,9	0,2	3,8	2,3	2,0
Secteur public	15,7	19,9	28,3	28,3	25,3	25,6
Secteur privé (hors agriculture) :	74,9	78,2	71,4	67,9	72,4	72,4
Industrie	18,1	16,3	8,5	21,8	6,3	17,4
Construction	5,5	7,6	5,5	6,0	5,7	5,5
Commerce	18,0	13,7	11,4	11,3	12,8	13,3
Services marchands	27,2	29,2	33,9	18,4	36,8	24,8
Services non marchands	6,2	11,3	12,2	10,2	10,9	11,3

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.